

Brochure n° 3046

Convention collective nationale

IDCC : 45. – CAOUTCHOUC

ACCORD DU 5 NOVEMBRE 2014
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPCA

NOR : ASET1451260M

IDCC : 45

Entre :

Le SNCP,

D'une part, et

La fédéchimie FO ;

La CMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale du caoutchouc.

Article 2

Désignation de l'OPCA

Les parties signataires du présent accord désignent OPCALIA, gestionnaire de fonds de la formation professionnelle, comme organisme paritaire collecteur agréé (OPCA).

Article 3

Contributions des entreprises

A titre transitoire pour la collecte 2015 due au titre de l'année 2014, afin d'assurer la politique de formation de la branche et la gestion optimale des ressources des entreprises et conformément à l'accord du 21 novembre 2005 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, les parties signataires conviennent que les versements suivants devront être effectués auprès d'OPCALIA.

3.1. Entreprises de moins de 10 salariés :

- professionnalisation : 0,15 % ;
- plan de formation, allocation de formation : 0,40 %.

3.2. Entreprises de 10 salariés et plus :

- entreprises de 10 à 19 salariés : 0,15 % pour la professionnalisation ;
- entreprises de 20 salariés et plus : 0,50 % pour la professionnalisation.

A compter de la collecte des contributions dues au titre de l'année 2015, les entreprises relevant de la convention collective nationale du caoutchouc verseront à OPCALIA leurs contributions conformément aux dispositions légales.

Article 4

Dispositions transitoires

Les entreprises qui ont engagé des programmes de formation se poursuivant au-delà de l'année 2014 avec un OPCA autre qu'OPCALIA pourront les continuer conformément à la durée et au montant engagés pour ces actions avec l'OPCA d'origine.

Au-delà, OPCALIA assurera la continuité du financement de la formation à venir dans les conditions qui seront définies par la SPP de la branche.

Article 5

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 3 ans.

Article 6

Révision

Le présent accord pourra être révisé à tout moment. La demande de révision devra être adressée par lettre recommandée avec avis de réception à toutes les parties signataires, avec respect d'un préavis minimal de 3 mois ou un délai inférieur avec l'accord de l'ensemble des parties signataires.

Article 7

Formalités

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues au code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain de l'extension de celui-ci.

Fait à Paris, le 5 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)